

et la pratique, les actions et les mots, dans le développement des partenariats. Pour nous, ***un véritable partenariat est une relation politique et non pas un mécanisme de financement bureaucratique; c'est une relation fondée sur une vision partagée et le respect mutuel et il ne doit pas être un outil pour maintenir l'inégalité.***

En cette année importante pour l'avenir de l'Afrique, nous devons être certains que les partenariats ne deviennent pas seulement le moyen pour que le « Nord » maintienne un certain droit de propriété sur le programme de développement. L'objectif ultime doit être de permettre aux peuples africains et à leurs institutions d'atteindre la responsabilité nécessaire pour répondre à leurs besoins et contribuer ainsi aux objectifs communs de la paix, de la prospérité et de la sécurité sociale pour toutes et tous.

Nous travaillons en partenariat avec nos homologues africains pour élaborer des réponses syndicales communes aux défis mondiaux, y compris leurs répercussions en Afrique.

Ce partenariat s'étend aussi aux discussions sur les politiques et nous mène à souligner certains principes fondamentaux qui, s'ils sont ignorés, nuiront aux chances que 2002 soit l'année au cours de laquelle une base sera établie pour la « Relance de l'Afrique ».

Le premier principe est que le « ***partenariat*** », ***dans ce projet, ne peut se limiter à la relation entre les gouvernements africains et ceux du G-8, ou entre les gouvernements africains et les investisseurs étrangers. Le besoin de véritables partenariats entre les gouvernements africains et leurs peuples a une importance vitale*** qui, souvent confrontés à des circonstances difficiles, ont bâti les organes de la société civile, y compris les syndicats.

Le deuxième est la centralité des ***normes du travail qui doivent figurer dans toute discussion significative sur le développement et les répercussions de la mondialisation en Afrique.*** Les normes ne sont pas limitées sur le plan géographique ou sectoriel; elles ne touchent pas seulement les industries traditionnelles ou l'économie organisée. Elles sont fortement liées aux principes énoncés dans le NPDA, sans parler des « plans » antérieurs » et ont un effet direct sur l'objectif clef de la Relance africaine, réduire la pauvreté.

Le troisième principe est que ***la participation des femmes à tous les aspects de la relance est absolument essentielle.***

Les dirigeants africains savent bien comment la « préoccupation » transitoire apparaît souvent dans l'« Ouest ». Au moment de l'intervention de l'OTAN au Kosovo, de nombreux commentateurs ont fait des comparaisons défavorables entre l'engagement de l'Ouest au nom des Albaniens et l'indifférence de l'Ouest, quand cela aurait pu avoir de l'importance pour les Tutsis du Rwanda.

Maintenant, les pays de l'Ouest engagent des sommes importantes pour la Relance de l'Afghanistan. Dans son Introduction à sa Demande inter-agences des NU pour l'Afghanistan, le Secrétaire général des NU a observé sagement que « les femmes qui connaissent très bien le prix d'un conflit sont souvent mieux équipées que les hommes pour le prévenir ou le résoudre. Pendant des générations, les femmes ont servi d'éducatrices pour la paix, tant au sein de leurs familles que dans leurs sociétés. Elles ont prouvé qu'elles pouvaient être fort utiles pour construire des ponts et non des murs. Elles ont joué un rôle essentiel pour sauvegarder l'ordre social quand